

Beardsley Brent

2002 JUL 22 10:20 AM

CASE NO: ICTR-98-41-7
EXHIBIT NO: DB 72 B
DATE ADMITTED: 4-2-2004
TENDERED BY: DEFEH CE
NAME OF WITNESS: B. BEARDSLEY

DOCUMENT INFORMATION		For Witness Statement:	
Doc Type:	Statement	Signature Date:	08-Mar-00
Doc Sources:	ICTR	Interviewer 1:	Cote
Doc Location:	ICTR	Interviewer 2:	Daoust
Doc Original No.:		DOCUMENT CODING:	
Doc Date:	14-Sep-99	Document code:	BEARBRE-
Format:	Typewritten	ICTR Number:	
Original language:	English	ERN Number:	K02-7578-K012-7612
Translation:	French	Disclosure Code:	BEARBRE-
ERN Translation:	K023-0558-K023-0569	Disclosable:	Yes

Past Disclosure—Past Disclosure—Past Disclosure—Past Disclosure			
IN	Code Used	Date	Support
Bagosora	BEARBRE-01	09-Jun-00	No
Kabiligi	BEARBRE-01	09-Jun-00	No
Nsengiyumva	BEARBRE-01	09-Jun-00	No
Ntabakuze	BEARBRE-01	09-Jun-00	No

Lieutenant-Colonel K. W. Watkin
Adjoint spécial au Juge-avocat général
Quartier général de la Défense nationale
Ottawa, Ontario, K1A 0K2

K0230558

1454-20-5 (SA/JAG)

Le 13 mars 2000

Mme Josée D'Aoust
Bureau du Procureur
Tribunal pénal international pour le Rwanda
Arusha International Conference Centre
B. P. 6016 Arusha
Tanzanie

Chère Mme D'Aoust

DÉCLARATION DU MAJOR BEARDSLEY

Suite à notre dernière rencontre, vous trouverez ci-joint une version électronique et papier de la déclaration du Major Brent Beardsley en rapport avec l'affaire Bagosora.

Je me tiens à votre disposition pour toute autre information supplémentaire.

Veillez agréer, Chère Madame, l'expression de ma considération distinguée.

[signé]
Kenneth Watkin
Lieutenant-colonel
Adjoint spécial au Juge-avocat général

Je suis arrivé au Rwanda en novembre 1993, mais j'y avais déjà séjourné pendant deux semaines en août 1993, en compagnie d'une équipe pluridisciplinaire de la Mission de reconnaissance technique des Nations unies, sous les ordres du général Dallaire. Pendant cette mission, nous avons des réunions avec les deux parties pour éclaircir certains aspects et interprétations des Accords de paix d'Arusha. Pasteur Bizimungu conduisait la délégation du FPR et le colonel Bagosora, la délégation des FGR. Il y avait un certain nombre de délégués des FAR, mais le colonel Bagosora était le principal porte-parole des FGR. Autant que je me souviens, c'est surtout lui qui parlait et les délégués des FGR s'en remettaient à lui.

Au Rwanda, j'étais l'assistant militaire du général Dallaire. J'étais chargé notamment de préparer sa correspondance personnelle et les réunions, de recevoir et de préparer les rapports, la correspondance, les rapports de situation, d'organiser son emploi du temps, de prendre ses rendez-vous.

Le général Dallaire avait un autre assistant militaire (le lieutenant-colonel Farid du Bangladesh) et un aide de camp (le capitaine de Kant jusqu'en mars 1994, puis le colonel van Putten, tous deux des Pays-Bas). L'aide de camp accompagnait le général aux réunions et prenait des notes. Parfois ou s'il était absent, je le remplaçais et prenais les minutes des réunions pour le général, mais ce n'était pas courant.

Je suis arrivé au Rwanda le lundi 29 novembre 1993. Cette semaine-là, un certain nombre de personnes ont été tuées dans le Nord-ouest du Rwanda dans des conflits et un certain nombre d'enfants ont disparu de la région des Volcans. Le mercredi, le général et l'aide de camp en compagnie d'une patrouille de Tunisiens ont fouillé la zone, mais en vain. Le vendredi, les Tunisiens ont signalé qu'ils avaient localisé les corps des enfants et qu'un enfant était encore vivant et avait été évacué à l'hôpital de Ruhengeri. Le général Dallaire m'a chargé de faire une enquête sur le massacre. Je me suis rendu dans la région des Volcans où j'ai rencontré les Tunisiens ainsi que de nombreux civils qui disaient être les amis et les parents des enfants. Après une longue marche à travers la montagne, nous avons découvert les corps des enfants. Ils avaient été étranglés à l'aide d'une corde car on voyait une marque de brûlure autour du cou. Les filles avaient subi des agressions sexuelles. Certains des enfants avaient été frappés avec un objet contondant. Les civils ont identifié les enfants par leurs noms. A l'endroit où se trouvaient les corps, il y avait un gant coupé dans le même tissu que celui porté par le FPR. Les habitants nous parlaient par l'intermédiaire d'un officier de presse de la MINUAR. D'après sa traduction du kinyarwanda vers le français et l'anglais, c'est le FPR qui aurait été responsable de ce massacre. Je me méfiais énormément de la façon dont cet homme traduisait mes questions et ma méfiance a augmenté quand sur le chemin du retour, il m'a tenu un long discours sur les méfaits du FPR et les mérites des FGR, qui démontrait une absence totale de neutralité. Les habitants ont refusé de toucher les corps ou de nous aider à les descendre de la montagne. Comme la nuit tombait, j'ai décidé de laisser les corps et de revenir les chercher le lendemain matin. Je ne voulais pas qu'on nous confonde en sortant des montagnes la nuit, car les positions gouvernementales au pied des montagnes étaient nombreuses et les militaires étaient nerveux après les événements de cette semaine-là. Au

piéd des montagnes, nous avons rencontré une patrouille des FGR conduite par un lieutenant-colonel qui s'est présenté comme le commandant FGR de la région. Nous lui avons communiqué les noms des enfants ainsi que les résultats de nos recherches ; nous lui avons dit que nous retournerions le lendemain pour récupérer les corps des enfants afin de les rendre à leurs familles. Nous avons dit aux civils de nous retrouver le lendemain afin de récupérer les corps. Puis nous nous sommes rendus à l'hôpital de Ruhengeri voir la fille qui était dans le coma et souffrait de spasmes en raison d'un traumatisme cérébral. Elle avait peut-être six ans et avait été violée et frappée à la tête avec un objet contondant comme le manche d'un couteau ou d'une baïonnette. Des gardes de l'ONU la surveillaient et le médecin local a déclaré qu'elle avait un sérieux traumatisme cérébral et mourrait si elle n'était pas évacuée en Europe par la Croix-Rouge. Nous sommes alors retournés à Kigali. Avant que nous ayons pu contacter la Croix-Rouge le lendemain matin, elle était morte.

A mon retour ce soir-là à Kigali, j'ai fait un compte-rendu au général Dallaire. Je lui ai également fait part de mes doutes quant à la responsabilité du FPR dans ces tueries qui, à mon avis, devraient plutôt être imputées aux troupes des FGR. L'école de commando des FGR se trouvait non loin tandis que pour atteindre le lieu du massacre, le FPR aurait dû effectuer un déplacement d'au moins 100 km, sur l'une des régions les plus difficiles du monde, à travers une forêt dense sans route. En outre, chaque victime a été étranglée et les commandos portaient une corde de couleur à la ceinture, ce qui expliquerait les marques de brûlure sur le cou des enfants. Par ailleurs, les commandos avaient des couteaux à manche métallique, ce qui expliquerait les marques sur le crâne des enfants frappés à la tête. Le général Dallaire a chargé les Tunisiens de récupérer les corps le lendemain (samedi). Quand les Tunisiens sont allés au rendez-vous le lendemain, il n'y avait aucun militaire du gouvernement : ils n'ont trouvé qu'un civil reconnu comme étant le père de l'un des garçons tués. Alors même qu'ils ont emprunté le même chemin étroit que nous, l'homme a sauté sur une mine. Malgré tous les soins de premier secours, il est mort. La patrouille a été annulée et le général Dallaire a ordonné aux ingénieurs du contingent belge d'examiner les restes de la mine, qu'ils ont identifiée comme un type utilisé par les FGR. Il me paraît inconcevable qu'un groupe de près de 50 personnes ait pu, le vendredi, arpenter ce chemin de long en large sans faire exploser la mine. Je pense que les militaires des FGR, qui savaient que nous allions revenir, ont posé la mine pour mettre fin à notre enquête. Le général Dallaire a évalué les risques et l'enquête a été annulée.

Presque au même moment, nous enquêtons également sur deux autres incidents concernant le meurtre d'autres membres modérés du MRND dans la région de Ruhengeri/Gisenyi. Je ne participais pas à ces enquêtes. Le général Dallaire a proposé une enquête conjointe du personnel militaire et politique de la MINUAR avec des délégués des FGR et du FPR afin d'établir les responsabilités. Toutes les parties ont accepté. La MINUAR et le FPR n'ont pas tardé à nommer des membres au sein du comité d'investigation, mais les FGR n'ont pas cessé d'atermoyer. En conséquence, le comité n'a pas pu commencer son travail avant janvier 1994 et a terminé son enquête qu'en mars 1994. A cette date, beaucoup de temps s'était écoulé et vu les tensions politiques de l'époque, le comité n'a pas pu déterminer qui était responsables de ces

tueries. L'officier de la MINUAR (le lieutenant-colonel Farid) m'a avoué qu'il soupçonnait les extrémistes et les FGR d'avoir assassiné les membres modérés du MRND. Une campagne de terreur avait été organisée pour incriminer le FPR et renforcer les sentiments anti-FPR et amoindrir la confiance de la population envers les accords de paix. Cependant, aucune preuve n'a pu venir étayer ces soupçons.

KWSA

Les accords d'Arusha prévoyaient qu'un bataillon du FPR et des responsables du FPR seraient basés à Kigali dans le but de mettre en place le Gouvernement de transition à base élargie et fournir une protection rapprochée à leurs responsables. A cet effet, le général Dallaire a voulu instaurer un programme qui garantirait la sécurité du FPR ou, au moins, minimiser les risques de violence entre les deux belligérants. En décembre 1993, il a donc entamé des négociations pour le KWSA ou Accord sur la zone de consignation des armes à Kigali, pour préparer le déplacement de la délégation et de l'escorte du FPR à Kigali connu sous le nom OPÉRATION « CLEAN CORRIDOR ». Le colonel Marchal a mené les premières négociations, qui ont posé le cadre de l'accord. Le général Dallaire a mené les négociations jusqu'à l'obtention de l'accord, tandis que le colonel Marchal achevait de préparer l'opération « CLEAN CORRIDOR ». Je faisais partie des officiers présents lors des négociations à NIGONDORE, à la mi-décembre. Les négociations ont commencé après le déjeuner et se sont poursuivies bien au-delà de minuit. Le colonel Bagosora et notre officier de liaison des FGR, le colonel Rwabalinda, représentaient les FGR. La délégation du FPR était conduite par Andrew Rwigamba accompagné de plusieurs officiers du FPR. Le colonel Bagosora était le principal porte-parole des FGR. L'un des obstacles majeurs à l'accord était la question de la détention d'armes par des civils. Les employés de certaines compagnies de sécurité privées (telles que « Cobra ») avaient reçu l'autorisation de porter des armes à feu sans permis. Le colonel Bagosora voulait qu'ils puissent continuer à porter des armes. Le général Dallaire et le FPR insistaient pour que toutes les armes aux mains des civils soient reprises et contrôlées celles détenues par les forces de sécurité légales, comme les FGR et la gendarmerie. Après de grandes discussions pendant lesquelles le général Dallaire est resté sur ses positions, c'est le colonel Bagosora qui a finalement cédé. Il avait néanmoins défendu avec acharnement la position selon laquelle les forces de sécurité non officielles devaient être autorisées à porter des armes. Une fois le KWSA signé, nous avons pu entreprendre l'opération « Clean Corridor » et conduire la délégation du FPR et son escorte à Kigali, où elles ont été installées dans le bâtiment du CND sous notre supervision et notre garde. La prochaine étape était d'organiser une cérémonie d'investiture pour mettre officiellement en place le Gouvernement de transition à base élargie (GTBE), tel que prévu dans les Accords de paix d'Arusha, afin de pouvoir commencer la démobilisation.

Le 5 janvier 1994, j'étais au parlement pour la cérémonie d'investiture du GTBE. Il y a eu de nombreux problèmes ce jour-là en raison d'une série de manifestations organisées pour empêcher les délégués de la faction LANDO du Parti libéral d'entrer dans le parlement. Le commandant de la Garde présidentielle empêchait les délégués de Lando d'entrer au CND et ne laissait entrer que les délégués de la faction Mugenzi, que le FPR

ne reconnaissait pas. La situation a finalement dégénéré en émeute. Seul le Président a été investi, la cérémonie a pris fin sans l'instauration du GTBE.

A partir de cette date, il y a eu une série d'émeutes, quelques confrontations ethniques, des attaques à la grenade et d'autres actes de plus en plus violents et fréquents à mesure que la situation politique s'enlisait. La sécurité s'est détériorée sans arrêt pendant le premier trimestre de 1994.

* En janvier 1994, un chef *Interahamwe* a révélé au capitaine Frank Claeys (affecté aux renseignements de la MINUAR), l'emplacement des caches d'armes, l'entraînement des *Interahamwe* et un plan visant à tuer les Tutsis et dix soldats belges. Le capitaine a ensuite communiqué ces informations au général Dallaire, en ma présence. Je me rappelle tout à fait le nombre de soldats belges qui devaient être tués car, le 7 avril 1994, c'est exactement ce nombre qui a été tué. Et donc, pour vérifier la crédibilité de l'informateur, l'un de nos officiers (le capitaine Dème, du Sénégal) est parti avec lui identifier l'emplacement d'une cache. Il a confirmé que des armes, des munitions et des grenades se trouvaient au moins à l'un des emplacements. Il s'agissait du siège du MRND, sis dans un bâtiment qui appartenait au général Augustin Ndindiliyimana. L'informateur a dit au capitaine Claeys qu'il y avait quatre grandes caches d'armes et que le Président du MRND le harcelait pour distribuer ces armes. L'informateur a également dit au capitaine Claeys qu'ils avaient un système de communication très au point et que les ordres allaient du sommet à la base, de façon pyramidale. Il a déclaré que les Tutsis étaient ciblés pour être tués et qu'il ne supportait pas de tuer des innocents. Tout en affirmant clairement qu'il haïssait le FPR, il n'était pas en faveur du massacre généralisé de civils innocents. Il a déclaré que l'organisation des tueries était bien avancée et que dès que l'ordre en serait donné, 1 000 Tutsis pourraient être tués en 20 mn. Il a également dit que les membres des *Interahamwe* avaient suivi et suivaient encore un entraînement dispensé par les FGR aux camps militaires de Gabiro et de Bigogwe. Ces informations selon lesquelles les FGR/FAR participaient activement à l'armement et à l'entraînement des *Interahamwe* ont éveillé nos soupçons; cela ne pouvait avoir lieu qu'avec le soutien du sommet de la hiérarchie militaire et du ministère de la défense. J'ai préparé le rapport que le général Dallaire a approuvé avant de l'envoyer aux Nations Unies, à New York. Ce rapport contenait les informations fournies par l'informateur et indiquait l'intention de la MINUAR de lancer des opérations de fouilles pour saisir les armes illégales, en vertu du KWSA. Le siège des Nations Unies à New York a annulé les opérations.

Au début, le général Dallaire, le capitaine Claeys et moi-même n'avions pas grande confiance en cet informateur. Nous avons pensé qu'il cherchait à nous piéger pour embarrasser, discréditer ou provoquer la MINUAR. Cependant, quand notre officier a confirmé la présence d'armes, au moins à un emplacement, et après que l'informateur a remis au capitaine Claeys un enregistrement vidéo d'un meeting où il tenait un rôle important au sein de l'organisation *Interahamwe*, nous avons cru en la véracité de ses informations. L'informateur a dit au capitaine Claeys d'être très discret sur sa collaboration car, selon lui, la MINUAR avait été infiltrée et l'un de nos officiers franco-africain transmettait des informations aux FGR et aux *Interahamwe* par l'intermédiaire du Président du MRND. On soupçonnait également la gendarmerie d'avoir été infiltrée

et, dans certains cas, elle soutenait activement les *Interahamwe*. En outre, avec les informations sur Ndindiliyimana, on ne savait plus à qui se fier. Il était extrêmement difficile de mener des opérations conjointes avec un chef et une force soupçonnés fortement de collaborer activement avec les *Interahamwe*.

L'informateur a demandé que sa famille et lui-même soient protégés, que ses francs rwandais soient échangés contre des devises et que des passeports soient établis pour lui et sa famille et qu'ils soient transférés dans un pays occidental ami. Le siège des Nations Unies n'ayant pas pu répondre à ses demandes, l'informateur a rompu le contact avec nous. Cependant, de plus en plus, nous recevions d'autres informations, des rapports, des rapports de situation provenant d'autres sources qui indiquaient que quelque chose de grave se préparait. Ces informations montraient la détérioration continue de la sécurité. Les explosions de grenade qui survenaient une fois par semaine en janvier sont passées de plusieurs par nuit en mars. Les installations de la MINUAR ont également été attaquées (une embuscade hors de Kigali en février) ainsi que le personnel (deux observateurs militaires des Nations Unies -UNMO- ont été agressés à Kigali), sans compter des attaques contre des innocents (une famille tutsie au CND en janvier) et des personnalités modérés (une attaque à la grenade sur le restaurant de LANDO en mars et l'assassinat de Gatabazi en février). J'étais en congé pendant une bonne partie du mois de février.

Je suis revenu de congé à la fin de février 1994, le jour même où Gatabazi, le ministre des affaires sociales (membre du PSD et personnalité hutue modérée bien connue) a été assassiné. Je venais d'arriver chez nous, non loin de chez Gatabazi, quand, soudain, j'ai entendu des tirs nourris d'arme automatique suivis de coups de feu isolés. J'ai cru que notre maison était attaquée et j'ai téléphoné à la sécurité de notre QG pour le leur signaler. Après avoir raccroché, le téléphone a sonné et Gatabazi était au bout du fil disant qu'il était tombé dans une embuscade sur le chemin de sa maison et qu'on essayait de le tuer. J'ai rapporté l'information par téléphone à la sécurité de notre QG. Le général Dallaire et son escorte de militaires belges sont arrivés et l'ont découvert mort dans son salon, ayant succombé à ses blessures.

Cet assassinat a déclenché des émeutes dans la ville pendant une semaine. A la fin de février 1994, un convoi du FPR escorté par la MINUAR à partir de Mulindi est tombé dans une embuscade organisée par des inconnus près du carrefour Kadhafi. Un militaire FPR a été grièvement blessé dans l'incident et le corps d'un autre civil rwandais a été trouvé près du lieu de l'embuscade.

Conformément au KWSA, négocié par la MINUAR en décembre 1993 avec les FGR et le FPR, la MINUAR a pu effectuer des fouilles en collaboration avec la gendarmerie. La première opération n'a pas été un succès. Il y a eu de nombreux problèmes de commandement, de contrôle, de communication, de logistique et de coordination par la gendarmerie. Une deuxième opération était prévue pour le 7 avril 1994 au matin, mais, étant donné la situation, elle n'a pas pu avoir lieu.

Le 6 avril au soir, j'étais chez moi avec le général Dallaire et l'aide de camp, le capitaine Robert Van Putten. Il était 20 heures environ et nous venions de dîner quand nous avons entendu la force du QG annoncer à la radio qu'il y avait eu une forte explosion dans la zone de l'aéroport de Kigali. Cet incident a provoqué un important échange de communications radiophoniques et téléphoniques alors que nous essayions de clarifier la situation. Au début, nous avons appris qu'un dépôt de munitions avait explosé au camp Kanombe, mais par la suite, on nous a dit qu'il s'agissait d'un accident d'avion. Puis nous avons appris que l'avion du Président devait revenir de Dar es Salam et que c'était peut-être de lui qu'il s'agissait. Le général Dallaire a ordonné au secteur de Kigali d'envoyer une patrouille pour localiser et isoler l'emplacement de l'accident. Vers 22 heures, nous avons reçu un appel du lieutenant Rwabalinda, officier de liaison des FGR auprès de notre QG. Il nous a annoncé une réunion au QG des FGR et a demandé que le général Dallaire y assiste. Nous avons également reçu des appels téléphoniques de la part de personnalités modérées telles que le Premier ministre Agathe et M. Lando qui demandaient des informations.

Nous nous sommes rendus tous les trois en voiture au QG des FGR. Il y avait peu d'animation dans les rues bien que la radio signalât que des éléments de la Garde présidentielle tiraient sur les véhicules et installaient des barrages routiers. Nous n'avons rencontré aucun obstacle sur notre chemin. Une fois arrivés, nous avons été introduits dans une salle de conférence. Dans l'enceinte du bâtiment se trouvaient de nombreux militaires armés et quelques véhicules blindés. Ce qui m'a surpris, c'est que leurs armes semblaient être des fusils d'assaut RF4/Galil tout neufs, avec lesquels je ne les avais jamais vus auparavant. Je me suis demandé comment ces armes étaient parvenues au Rwanda étant donné que le KWASA était en vigueur. Les véhicules blindés appartenaient au bataillon de reconnaissance.

Dans la salle de conférence, un certain nombre d'officiers (une douzaine) étaient assis en demi-cercle avec le colonel Bagosora au centre et le chef d'état-major de la gendarmerie (Augustin Ndirakobuca) à sa gauche. Nous nous sommes assis au bout du demi-cercle et un officier s'est assis à nos côtés. Hormis le colonel Bagosora, le chef d'état-major de la gendarmerie et un officier qui je crois était le G3 de l'armée, je n'ai reconnu personne d'autre. Le seul porte-parole des FGR pendant cette réunion a été le colonel Bagosora et le chef d'état-major de la gendarmerie qui a fait une petite déclaration à la fin. Les autres officiers s'en sont remis au colonel Bagosora qui a parlé pour eux.

Bagosora a ouvert la réunion en déclarant que l'avion présidentiel était tombé à l'aéroport de Kigali et que le chef d'état-major militaire notamment s'y trouvait. Bagosora a demandé au général Dallaire qui devait prendre le pouvoir. Il n'a pas attendu sa réponse et a déclaré que les officiers présents représentaient l'armée et la gendarmerie, et devaient prendre le pouvoir au nom du pays et pour la paix. Il a demandé l'approbation et la collaboration du général Dallaire. Celui-ci a souligné qu'il y avait un gouvernement légitime sous le commandement du PM Agathe et que seul le chef d'État était mort. Bagosora a insisté sur le fait que le PM n'avait pas la crédibilité nécessaire pour gouverner le pays. L'officier assis près de moi a fait un commentaire grossier sur le PM Agathe. Le général Dallaire a demandé pourquoi la radio ne diffusait plus en français,

mais seulement en kinyarwanda, langue que nous ne comprenions pas. Il n'a pas reçu de réponse. Le général Dallaire s'est rendu compte que les officiers des FGR pensaient qu'il y avait un vide à la tête du pays. Néanmoins, il a continué de souligner qu'il existait un gouvernement légitime au Rwanda dirigé par le PM Agathe. Le colonel Bagosora insistait tout autant sur le fait qu'il n'y avait pas de gouvernement légitime.

A 23 h 07, l'officier que je pensais être le G3 de l'armée a répondu à un appel téléphonique qui confirmait que le Président du Burundi était dans l'avion. Le colonel Bagosora a continué d'expliquer qu'ils (le groupe d'officiers) ne voulaient pas s'accaparer du pouvoir, mais seulement contrôler la situation. Il a également dit que quelqu'un devait parler au peuple. Le général Dallaire a répété que c'était le PM Agathe qui devait le faire. Le colonel Bagosora a refusé catégoriquement, déclarant qu'elle n'avait plus aucune crédibilité. A 23 h 30, le général Dallaire a téléphoné à M. Booh-Booh, le représentant spécial du Secrétaire général, pour lui faire un compte-rendu de la réunion. Le général Dallaire a essayé de convaincre le colonel Bagosora de convoquer les responsables politiques et de solliciter leurs avis. Le colonel a refusé d'appeler le PM. Le général Dallaire a également répété que les troupes des FGR devaient rester dans les casernes et les éléments de la Garde présidentielle consignés dans leurs baraquements, conformément au KWASA. Le général Dallaire a répété que la gendarmerie devait maintenir le droit et l'ordre. De faibles assurances ont été reçues en ce sens quand le chef d'état-major de la gendarmerie a dit qu'il enverrait quatre patrouilles à plusieurs endroits de la ville. A mon avis, c'étaient de faibles assurances de la gendarmerie. Le général Dallaire et le colonel Bagosora en compagnie de l'aide de camp se sont ensuite rendus en voiture chez M. Boon-Booh. Je suis resté au QG de l'armée rwandaise. Pendant que j'attendais le retour du général Dallaire, j'ai observé de nombreux mouvements à l'intérieur et autour du QG, et vu un véhicule blindé quitter les lieux en contravention totale avec le KWASA. A peu près au même moment, le colonel Marchal, commandant belge du secteur de Nigali, est arrivé au QG. Au retour du général Dallaire, vers 1 heure, lui et le colonel Marchal, en compagnie du colonel Bagosora et des officiers, se sont rendus à une autre réunion à laquelle je n'ai pas assisté. A l'issue de la réunion, le général Dallaire a ordonné au colonel Marchal d'envoyer une patrouille au domicile du PM Agathe et de se tenir prêt à l'escorter à la station de radio pour s'adresser à la nation. Le général Dallaire a répété pendant tout ce temps qu'il était important que le PM parle à la nation pour calmer la situation.

Vers 2 heures, je suis allé avec le général Dallaire et l'aide de camp au QG de la force enfin d'envoyer un rapport à New York. Là, je me suis rendu compte que j'avais oublié le carnet d'adresses de l'aide de camp au QG de l'armée rwandaise et je suis retourné le chercher en compagnie de l'aide de camp. Les rues étaient désertes à part quelques véhicules abandonnés et le bruit de fusillades sporadiques. Près du ministère de la défense, nous sommes tombés sur un barrage routier contrôlé par un véhicule blindé du bataillon de reconnaissance. Les militaires ont refusé de nous laisser passer et nous ont menacés avec leurs armes. L'un des militaires a pointé son fusil sur moi pour bien montrer qu'ils ne nous laisseraient pas passer pour aller au QG de l'armée. Nous avons essayé d'autres routes, mais elles étaient toutes bloquées en direction du centre ville. Il était 4 heures du matin environ. Nous sommes donc retournés à notre QG.

Une fois arrivé, j'ai pris les appels dans le bureau du général. Le téléphone sonnait sans arrêt car des dizaines de personnes inquiètes pour leur vie appelaient pour demander des informations, une protection ou une évacuation. Je les ai dirigées sur le secteur de Kigali, qui était également submergé d'appels. Seuls sept officiers sur 54 sont parvenus à notre QG en raison des barrages routiers, de la foule et de la violence sporadique à travers toute la ville. Le chef des opérations supervisait le poste de commandement et je répondais au téléphone du général, qui était notre seul lien avec New York. Tôt le matin, nous avons reçu des rapports selon lesquels la famille Lando et d'autres personnalités modérées et leurs familles avaient été enlevées par les éléments de la Garde présidentielle. Des massacres ont été signalés, perpétrés par les miliciens et les militaires. Le chef des observateurs militaires et ses hommes ont observé de leur QG les milices procéder de manière systématique dans la zone entourant leur bâtiment, listes en main, tuant les familles dans leurs maisons. Nous avons reçu des rapports selon lesquels des barrages routiers empêchaient les déplacements de la MINUAR dans la ville. Nous avons reçu un rapport selon lequel la patrouille dépêchée pour isoler le site de l'accident de l'avion était tenue captive. Pendant un moment, nous n'avons pas su s'il s'agissait de cette patrouille-là ou de celle envoyée protéger le PM Agathe. Nous ne savions pas où se trouvait nombre de notre personnel militaire et civil et nous avons essayé de les retrouver et de garantir leur sécurité.

Nous avons appris par radio qu'une patrouille de militaires belges avait été libérée ; il s'agissait en fait de la patrouille envoyée sur les lieux de l'accident de l'avion. On ne savait pas où se trouvait la patrouille envoyée chez le PM Agathe. Nous avons reçu un appel du PNUD selon lequel ils avaient chez eux un VIP et demandaient une évacuation. Nous avons essayé d'envoyer un blindé de transport de troupes, mais il n'a pas pu sortir du bâtiment. Ce VIP était en fait le PM Agathe qui, par la suite, a été tuée près du PNUD. Vers midi, l'un de nos blindés de transport de troupes est revenu au QG avec Faustin Twagiramungu, le PM désigné. Il avait été sauvé par ses gendarmes et notre patrouille dans le blindé. Il s'est réfugié dans notre QG. Celui-ci s'est trouvé rapidement rempli avec 200 Européens et civils rwandais qui se sentaient menacés. Ils ont rapporté les massacres de modérés et de Tutsis dans toute la zone de Remera.

Notre plus grand problème était l'absence de notre personnel et la configuration du système de communication. Le QG des forces de la MINUAR ne disposait pas d'une ligne de communication directe avec nos troupes sur le terrain et toutes les communications passaient par le QG du secteur de Kigali, qui manquait aussi de personnel et était submergé de rapports peu clairs. Toutes les informations passaient par le secteur de Kigali.

Toute cette journée du 7 avril, je suis resté au QG à répondre au téléphone et à aider le chef des opérations à essayer de localiser notre personnel. De là où je me trouvais, je pouvais voir des bandes d'hommes armés de machettes arpentant les rues et essayant de bloquer l'accès à notre QG et au stade aux personnes qui essayaient de s'y réfugier. Nos patrouilles aidaient à chaque fois qu'elles le pouvaient. Ce soir-là, le général Dallaire est revenu au QG. Nous n'avons pas communiqué de la journée, car il n'avait pas de radio.

Il a indiqué que dix militaires belges, qui gardaient le PM, avaient été tués. Il a également indiqué que son véhicule avait été délibérément attaqué sur le chemin du QG. Nous avons travaillé très tard à envoyer un rapport à New York. Il s'est également entretenu au téléphone avec New York.

Le nombre de réfugiés au stade n'a fait que croître toute la journée et les jours qui ont suivi jusqu'à atteindre près de 1 000. Le 8 avril 1994, un attroupement séditieux composé de centaines de personnes a bloqué l'entrée du stade au moment où une patrouille belge arrivait avec des civils européens. Les gardes bangladais n'ont pas ouvert les portails et les véhicules belges ont été entourés par la foule. Des civils armés de machettes, de gourdins et d'armes traditionnelles ont encerclé l'unité belge. De ma position, à plus de 200 m, je regardais à l'aide de jumelles un militaire belge s'adresser à la foule. Je l'ai vu tirer sur quelqu'un dans la foule. Je ne peux pas affirmer qu'il s'agissait d'autodéfense, d'un acte délibéré ou de panique. Une fusillade a éclaté immédiatement quand les Belges ont ouvert le feu en l'air et fait entrer précipitamment les civils à l'intérieur. La foule s'est dispersée et le groupe belge a escaladé la clôture du stade pour se mettre à l'abri.

Du 8 au 10 avril, mes tâches étaient de retrouver les membres de la mission et de coordonner l'exécution du plan d'évacuation. J'ai conduit des patrouilles à la recherche des employés civils des Nations Unies. Lors de ces patrouilles, nous rencontrons de plus en plus de barrages routiers. Ils suivaient une certaine structure. Près de la ligne de front avec le FPR, ils étaient contrôlés par des militaires ; derrière la ligne, par la gendarmerie ; et à l'arrière, par les miliciens. L'atmosphère aux barrages routiers était variable. Parfois, ceux qui les contrôlaient étaient agressifs et parfois, ils nous laissaient tranquilles. Il était impossible de se rendre au centre ville sans voir ou traverser de nombreux barrages routiers.

Un jour, vers le 14 avril, quand nous sommes allés chercher les religieuses à Remera, un barrage routier était installé à environ 50 m de leur résidence et mon chauffeur a accéléré par inadvertance au lieu de freiner, forçant ainsi le barrage. A notre retour, un militaire para-commando était au barrage avec les miliciens. Il était clair que c'était lui le chef et il nous a demandé notre nationalité de manière très agressive. Il nous a dit que si nous avions été belges, ils auraient « mangé notre chair et bu notre sang ». Après avoir parlementé, il nous permis de continuer jusqu'au couvent. Les civils qui se trouvaient au barrage routier étaient armés de grenades, de machettes, de gourdins et de quelques fusils. Le commandant du barrage routier portait toujours un fusil et c'est avec lui qu'il fallait négocier quand on nous refusait le passage. Les barrages étaient manifestement tolérés par l'armée et par la gendarmerie qui, parfois, les contrôlaient ensemble ou fraternisaient ouvertement avec les miliciens. Après la mi-avril, nous avons remarqué de plus en plus que c'est aux barrages routiers que les tueries avaient lieu, vu qu'il était possible d'y vérifier les cartes d'identité et de repérer les Tutsis. Progressivement, on a commencé à voir les cadavres aux alentours des barrages routiers. La situation était ouvertement tolérée par l'armée et la police.

GIKONDO

Le 9 avril 1994, on m'a demandé d'accompagner deux majors polonais pour évacuer deux observateurs militaires polonais des Nations Unies et des prêtres polonais de l'église de Gikondo. Les observateurs militaires des Nations Unies vivaient avec les prêtres dans leur résidence. A notre arrivée, nous avons vu de nombreux corps d'enfants et le corps d'au moins une femme le long du mur extérieur de l'école qui se trouvait à proximité. Le major Pazik, qui m'accompagnait, est entré dans la résidence à la recherche des observateurs militaires et des prêtres polonais. Couvert par moi-même et le tireur du véhicule blindé, le major Stefan Stec est entré dans l'église. Nous y avons découvert de nombreux corps de civils. Certaines personnes étaient encore en vie et gémissaient. Les observateurs militaires et les prêtres polonais sont arrivés de la résidence et le major Richard Marek nous a dit que la veille, l'armée avait isolé la zone et les gendarmes, munis d'une liste, s'étaient rendus de maison en maison pour rafler les Tutsis qui ont été conduits à l'église. Les observateurs militaires et les prêtres polonais ont été tenus en respect dans l'église sous la menace d'un fusil, tandis que les policiers prenaient les cartes d'identité des personnes qu'ils remettaient aux miliciens qui les tuaient à coups de machette. Certains n'étaient que blessés et comme nous n'avions pas la place pour les prendre avec nous, nous avons laissé notre trousse de premier secours et de l'eau aux prêtres et promis de revenir le lendemain pour les récupérer. Le prêtre a déclaré qu'il y avait 165 personnes en tout dans l'église (mortes et vivantes). Stefan a décidé de filmer la scène et pendant qu'il le faisait, une jeep de la gendarmerie est passée rapidement. Elle ne s'est pas arrêtée malgré le fait qu'on voyait nettement les nombreux cadavres d'enfants près de l'école. L'incident a été signalé au général Dallaire, vu que c'était la première grande occasion où la collusion entre l'administration (que je soupçonne d'avoir fourni la liste des Tutsis et leur adresse), l'armée (qui a isolé la zone), la police (qui a raflé les Tutsis et les a dépouillés de leurs cartes d'identité) et la milice (qui a tué les Tutsis) était si évidente dans l'organisation de la tuerie de ces innocents civils tutsis. Le lendemain, quand les observateurs militaires sont retournés, les prêtres polonais ont raconté que les miliciens étaient revenus tuer les survivants et enlever les corps qu'ils ont brûlés dans les environs. Les prêtres ont été évacués par la suite.

A partir de ce jour, jusqu'à mon départ du Rwanda au début de mai 1994, les rapports signalant des massacres, d'abord à Kigali puis dans tout le pays, ont augmenté régulièrement. Au début, nous pensions que ces massacres étaient surtout politiques, vu que les cibles semblaient être des Hutus modérés et des personnalités tutsies. Cependant, après la mi-avril, ils ont revêtu un caractère de plus en plus ethnique, tous les Tutsis étant ciblés. Le massacre d'hommes, de femmes et d'enfants loin derrière les lignes sur la seule base de leur ethnie est appelé génocide. Il s'agissait d'un génocide qui était exécuté avec la collaboration et le soutien actif de l'armée et de la gendarmerie.

Après le 10 avril, mes tâches étaient essentiellement limitées au QG vu que le général Dallaire avait besoin de moi pour maintenir la communication avec le monde extérieur et préparer ses rapports à New York. J'accompagnais parfois le général Dallaire à des réunions, mais je n'ai plus jamais revu Bagosora. Chaque fois que nous nous rendions en ville, elle était de plus en plus déserte car les combats s'étaient multipliés et le nombre de corps de civils aux barrages routiers augmentait.

Je n'ai connaissance que d'un seul incident concernant le FPR. Vers la mi-avril, je me trouvais au QG et j'ai entendu une longue fusillade d'arme automatique. J'ai appris par la suite qu'une patrouille du FPR avait forcé son chemin dans le stade et récupéré une quinzaine de personnes accusées de meurtre par les réfugiés du stade (au moins cinq témoins par accusé). Ces quinze personnes ont été conduites hors du stade et une fusillade s'est fait entendre. Plus tard, leurs corps ont été retrouvés.

Fait à Ottawa, le 8 mars 2000

[signé]
Major Brent Beardsley